



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle  
et de l'appui territorial  
Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2025-09 - 04 - 0007

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**

SARL TEYSSIER ALBERT  
404 avenue du 11 Novembre 1918  
40250 SOUPROSSE

exploitation d'une installation de lavage de citernes  
ZI de Trixe – 82710 BRESSOLS  
AIOT n° 00068004776

article L.171-8 du Code de l'environnement

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

Le préfet de Tarn-et-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 07-917 du 22 mai 2007 modifié portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement au profit de la SARL TEYSSIER ALBERT, ZI de Trixe 82710 BRESSOLS ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 82-2019-11-21-002 du 21 novembre 2019 modifiant les prescriptions techniques de l'auto-surveillance de l'installation de la SARL TEYSSIER ALBERT, ZI de Trixe 82710 BRESSOLS ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 02 avril 2025 de la visite d'inspection du 24 mars 2025, transmis à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté lors de la visite du 24 mars 2025, réalisée par l'inspection des installations classées, notamment :

- que l'installation rejette des eaux usées dans un fossé, via un tuyau qui court-circuite une partie des installations de traitement des eaux résiduaires, et que ces rejets présentent des signes visuels et olfactifs de pollution et sont à l'origine de plaintes du voisinage ;
- que les analyses hebdomadaires d'autosurveillance ne sont pas réalisées sur des rejets représentatifs des caractéristiques des eaux résiduaires réellement déversées dans le milieu naturel ;
- que le fossé subhorizontal enherbé dans lequel doivent transiter les eaux issues de la station de traitement est entièrement comblé ;

**CONSIDÉRANT** que ces manquements sont susceptibles de polluer les sols, le sous-sol et les eaux en cas d'incendie ou de déversement ;

**CONSIDÉRANT** que les rejets d'eau vers le milieu naturel son à l'origine de nuisances olfactives ;

**CONSIDÉRANT** que ces manquements constituent une atteinte potentielle aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions réglementaires susvisées;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : Mise en demeure**

La SARL TEYSSIER ALBERT dont le siège social est situé 404 avenue du 11 Novembre 1918 – 40250 SOUPROSSE et qui exploite une installation de lavage de citerne, ZI de Trixe – 82710 BRESSOLS, est mise en demeure de :

- respecter l'article **3.3.1** de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°07-917 du 22 mai 2007 modifié en cessant tout court-circuitage du traitement des eaux rejetées vers le milieu naturel **dès la notification** du présent arrêté ;
- respecter l'article **3.3** de l'arrêté l'arrêté préfectoral complémentaire n° 82-2019-11-21-002 du 21 novembre 2019 modifiant les prescriptions techniques de l'auto-surveillance de l'installation, **sous trois mois**, en justifiant d'un traitement adapté des eaux résiduaires et en transmettant une analyse de rejets d'eaux vers le milieu naturel respectant les valeurs limites d'émission pour l'ensemble des paramètres cités et en justifiant du bon dimensionnement de l'équipement du dispositif de traitement des rejets aqueux ;
- respecter l'article **2** de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, **sous trois mois**, en curant le fossé subhorizontal enherbé pour le ramener à son état initial et restaurer sa fonctionnalité hydraulique.

### **ARTICLE 2 : Délais**

Les délais courent à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 3 : Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

#### **ARTICLE 4 : Information des tiers**

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Tarn-et-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

#### **ARTICLE 5 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) d'Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne et dont une copie sera transmise au maire de Bressols et notifiée au gérant de la SARL TEYSSIER ALBERT.

Fait à Montauban, le  
Le préfet

04 SEP 2025

Pour le Préfet et par délégation  
la Secrétaire Générale  
  
Edwige DARRACQ

#### **Délais et voies de recours**

En application des dispositions inscrites au Code de l'environnement et notamment son article L.171-11, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément au Code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE – Tél : 05.62.73.57.57), par la personne qui en fait l'objet, par voie de recours formée contre une décision, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne – 2 Allée de l'Empereur – 82000 MONTAUBAN. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;

- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 LA DÉFENSE. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai sus-mentionné.